

HAUSSE DE LA MASSE SALARIALE

La mise en garde du FMI

L'Algérie doit maîtriser sa masse salariale, ses dépenses de fonctionnement. Sinon, la position financière notamment extérieure du pays risque de se dégrader d'ici 20 ans. C'est l'une des recommandations, l'un des avertissements que le FMI adresse au gouvernement algérien en l'invitant à fixer une règle budgétaire.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Nous avons pris acte de la décision des autorités algériennes d'abroger l'article (87 bis) du code du travail», déclarait hier le chef d'une mission du Fonds monétaire international (FMI), Zeine Zeidane. Il intervenait lors d'une conférence de presse, tenue au terme d'une mission de deux semaines en Algérie et qui s'inscrit dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'article 4 des statuts du FMI.

Certes, Zeine Zeidane n'a pas exprimé d'opposition frontale à cette mesure que la loi de finances pour 2015 prévoit et dont le mode opératoire n'est pas encore défini. Néanmoins, le représentant du FMI note «une croissance modérée» des dépenses courantes (de fonctionnement) dans le projet de loi de finances. Or, dans la mesure où la masse salariale, notamment dans la Fonction publique est «très élevée» en Algérie, le problème de la taille se posant au-delà des salaires, Zeine Zeidane invitera clairement le gouvernement algérien à «maîtriser cette masse salariale».

Faites attention à la croissance des dépenses

Ce que le représentant du FMI motive par le fait que 50% des dépenses courantes sont financées par les revenus pétroliers et dans la mesure où la quête de l'amélioration de la compétitivité reste de mise. Ce faisant, le FMI

estime que le maintien d'un niveau élevé de dépenses courantes risque d'être non soutenable à terme, d'où la nécessité de «faire attention à la croissance des dépenses», de «continuer à maîtriser les dépenses courantes».

Auparavant, Zeine Zeidane avait constaté que l'activité économique s'est «raffermie» en 2014 et la croissance du PIB (Produit intérieur brut) réel devrait s'élever à 4% contre 2,8% en 2013.

Pour la première fois en huit ans, le secteur des hydrocarbures devrait connaître une expansion, et dans les autres secteurs la croissance demeure porteuse, notamment dans le BTP et les services, note-t-on. De même, l'on relève le «net repli» de l'inflation (estimée en août 2014 à 1,4% en moyenne annuelle) grâce notamment au resserrement de la politique monétaire. Toutefois, le FMI invite au «suivi rapproché de l'inflation, compte tenu du risque de nouvelles tensions inflationnistes».

Gare !

Cela étant, le FMI maintient ses appels à la prudence notamment budgétaire, à la préservation de la stabilité macroéconomique et de la position financière extérieure. Ce que l'on motive par le fait que «pour la première fois en 20 ans, le solde des transactions courantes devrait devenir déficitaire. Le recul de la production d'hydrocarbures, la forte consomma-



Zeine Zeidane réitère ses appels à la prudence.

Photo : DR

tion intérieure et la baisse des cours du pétrole pèsent sur les exportations, tandis que les importations continuent d'augmenter». A moins d'«investir davantage dans le secteur des hydrocarbures, accroître les prix intérieurs des produits énergétiques, disposer d'un taux de change plus compétitif et accroître et diversifier sensiblement les exportations hors hydrocarbures», la capacité de l'Algérie à maintenir sa «situation enviable» actuelle s'avérera incertaine. «S'il n'y a pas de changement de politique, l'Algérie risque d'ici vingt ou vingt-cinq ans de se retrouver avec une position financière extérieure négative», assure Zeine Zeidane. Voire, le retour à l'endettement et à la dégradation des finances publiques n'est pas écarté tacitement. Or, le FMI constate que la démarche de consolidation budgétaire suivie en 2013 n'a pas été poursuivie cette année, les dépenses d'investissements et de fonctionnement étant élevées, dans le contexte d'une fiscalité

ordinaire baissière, de contraction des volumes d'exportation. Ainsi, le déficit budgétaire devrait se creuser à plus de 6% en 2014, et le solde du Fonds de régulation des recettes (FRR) demeure considérable «mais il devrait accuser un repli pour la deuxième année consécutive».

Pour une règle, une discipline budgétaire

En ce sens, l'institution financière internationale réitère son appel à la fixation d'une «règle budgétaire pour aider à gérer les recettes provenant des hydrocarbures et imposer une discipline en matière de dépenses». Au-delà de maintenir ou non l'actuel prix de référence fiscal (37 dollars le baril) ou de fixer un prix «structurel» pour le pétrole, soit la moyenne des cours pendant les dix dernières années comme le propose le FMI, il s'agit surtout de fixer un seuil ou une limite à ne pas dépasser en termes de déficits et de dépenses. Soit offrir davantage de visibilité, œuvrer à épargner la

richesse des hydrocarbures pour les générations futures, d'une manière davantage efficiente. Comme il s'agit d'agir en termes de «croissance plus rapide, plus inclusive afin de créer suffisamment d'emplois» pour les jeunes et les femmes ». En ce sens, le représentant du FMI note une légère contraction de l'emploi, avec un taux de chômage stable.

Simplifier l'environnement de l'investissement

De même, l'opportunité s'offre de développer l'accès au financement pour les Pme et les ménages, mener des réformes structurelles «propices à l'épanouissement du secteur privé».

Dans cet ordre d'idées, il ne s'agit pas de poursuivre la distribution de la rente au privé, laisse entendre le représentant du FMI, qui prônera également la mise en place d'instruments fiscaux alternatifs à la taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Comme il appellera à améliorer le climat des affaires, à lever les contraintes à l'investissement étranger, notamment la règle 49/51 qui pourrait être limitée à certains secteurs.

Evoquant les «bonnes pratiques» à l'échelle mondiale, le représentant du FMI estimera opportun de continuer à améliorer l'environnement des investissements directs étrangers, permettre la réalisation rapide et facilitée des projets en cours, simplifier les procédures, assurer davantage de flexibilité.

Autre recommandation, la réduction des «rigidités» du marché du travail selon Zeine Zeidane qui appellera à «réfléchir» sur la réforme de l'assurance-chômage.

C. B.

YOUCEF YOUSFI EN VISITE DANS LA RÉGION

Importantes réserves de pétrole à Béchar et au sud de Naâma ?

Le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a effectué, mardi dernier, une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Naâma.

Un périple qui l'a conduit auprès de plusieurs structures relevant de son département, notamment une centrale électrique d'une puissance de 1163,444 MW, d'un coût d'investissement de 84,2 milliards de dinars à Touifza (Mécheria), l'un des six grands projets répartis sur le territoire national, totalisant en cycle combiné une puissance de 8 000 MW et qui sera opérationnelle fin 2017 avec clé en main quelque 354 employés permanents. Ce projet a été confié à plusieurs entreprises : groupe Samsung sud-coréen, General Electric, la société engineering Company Electric et du gaz ainsi que Energa (filiale Sonelgaz).

M. Yousfi a ensuite visité le projet du poste transformateur 400/220 KW ainsi que la ligne de transport de 400 KW reliant la wilaya de Naâma à la wilaya de Sidi-Bel-Abbès (commune de Sidi-Ali-Boussidi), en cours de réalisation par les entreprises Kahrakib et Kahrif et a entendu un exposé sur les différents programmes d'urgence



Youcef Yousfi, ministre de l'Energie.

Photo : Samir Sid

des activités du secteur de la Sonelgaz et du gaz naturel au niveau de la wilaya.

Un programme très satisfaisant et apprécié par M. le ministre, puisque le taux de couverture a atteint les 76% en électricité

et les 92 % en gaz naturel. Notons que l'exploitation de la haute tension au niveau de la wilaya est de 895 km et 668 km sont en cours de réalisation, et 27 000 km en moyenne et basse tension pour quelque 44 542 branchements.

Concernant le gaz naturel, 11 communes des 12, sont alimentées de cette énergie vitale, sur un réseau de distribution de 584 km.

Poursuivant sa visite à Naâma, le membre du gouvernement s'est également enquis du fonctionnement de la centrale électrique de 23 MGW, activant avec huit turbines et mise en service depuis 2006 ; il a aussi posé la première pierre pour la réalisation d'une centrale solaire de 20 MGW au lieu-dit Sedrate Laghzal).

Le projet, qui est confié à une société allemande et qui sera livré vers la fin 2015, fait partie d'un programme national des Hauts-Plateaux pour la réalisation de 453 MGW d'électricité à partir de l'énergie solaire.

M. le ministre a clôturé sa visite par la mise en service du réseau d'alimentation en gaz naturel à la cité Hammar d'Aïn-Sefra, ainsi que pour les habitants du

hameau d'El-Ouez, dans la commune de Tiout.

Dans une déclaration, le ministre de l'Energie n'a pas manqué de signaler que plusieurs projets sont à l'étude, d'abord dans les deux mois à venir, un nouveau programme national de production de l'électricité développé en haute technologie moderne serait lancé à partir d'énergies propres.

A l'horizon, dans les 12 à 13 années à venir, la réalisation de la première centrale électrique fonctionnera grâce à l'énergie nucléaire, alors qu'à l'horizon 2030, 30 à 35% d'énergie seront produits d'énergies renouvelables (énergie solaire et éolienne).

Concernant les recherches et l'exploration des hydrocarbures, M. Yousfi a fait savoir que des recherches sont lancées à travers le territoire national, alors que des études sont en cours pour les régions de Béchar et du sud de la wilaya de Naâma (ndlr : Région de Sidi-Brahim sise à Moghrar), ces régions pourraient disposer d'importantes réserves et seront exploitées en temps opportun, a-t-il conclu.

B. Henine